



**JOSÉ BOVÉ
ERRI DE LUCA**

**DU SENTIMENT
DE JUSTICE
ET DU DEVOIR
DE DÉSOBÉIR**



Conversation animée par Gilles Luneau



éditions

www.indigene-editions.fr



Indigène est une maison d'édition dédiée
aux savoirs et aux arts des cultures non industrielles
des Premières Nations – Aborigènes d'Australie,
Indiens d'Amérique, Tibétains, Inuit, Maoris... – sans
oublier les « Indigènes » de nos propres
sociétés, ces pionniers, chez nous, qui entendent
rompre avec les logiques mercantiles,
protectionnistes, standardisées, tout en dégagant
de nouveaux pôles d'autorité intellectuelle
et de viabilité économique.

Indigène éditions
34080 Montpellier France
courriel : editions.indigene@wanadoo.fr

Couverture : Simonetta Spada/Carlos Canella
canella@me.com

Photos de couverture : José Bové © Georges Bartoli
Erri De Luca D.R.
Gilles Luneau © Nathalie Tufenkjian

JOSÉ BOVÉ
ERRI DE LUCA

Du sentiment de justice
et du devoir de désobéir

Conversation animée par
GILLES LUNEAU

1^{re} édition française : avril 2016

© Indigène éditions, avril 2016

Couverture :
Simonetta Spada/Carlos Canella, canella@me.com

Corrections et mise en pages :
Marie-Christine Raguin, www.adlitteram-corrections.fr

ISBN : 9791090354920
Dépôt légal : 2^e trimestre 2016

Imprimé en France par France Quercy – Mercuès

**JOSÉ BOVÉ
ERRI DE LUCA**

**DU SENTIMENT
DE JUSTICE
ET DU DEVOIR
DE DÉSOBÉIR**

Conversation animée par Gilles Luneau

indigène 
éditions

Un triple engagement

Quand Erri De Luca a été poursuivi par la justice italienne pour « incitation à la violence ¹ », après avoir déclaré à propos du projet de ligne de train à grande vitesse Lyon-Turin « la LGV doit être sabotée et ces actes de sabotage sont nécessaires pour faire comprendre qu'il s'agit d'un chantier inutile et nocif », à la rédaction de *GLOBAL*, j'ai dressé l'oreille. Les femmes et les hommes qui enfreignent la loi au nom du bien commun nous intéressent. Le débat entre le légitime et le légal est trop souvent écarté au profit du légal. Or, dans nos démocraties, la loi n'est que le reflet d'un rapport de force entre camps organisés, ce qui, d'emblée, relativise sa légitimité. Pourtant, nous avons tous connu des situations où la valeur morale d'un de nos actes télescopait la loi. Ce fut le cas pour José Bové nous alertant sur la dangerosité des plantes génétiquement manipulées et pour Erri De Luca réfutant la nécessité de la LVG qui allait détruire une vallée alpine. Leur intérêt personnel n'était pas en jeu, s'ils se mettaient en danger d'emprisonnement c'était, à leurs yeux, dans l'intérêt collectif de leurs concitoyens. Où ces *désobéissants civiques* puisent-ils la conviction et le courage d'agir ? C'est ainsi que m'est venue l'idée de les réunir et de les faire converser sur la désobéissance.

On ne présente plus José Bové et Erri De Luca. Leur nom suffit immédiatement à les installer dans le paysage

1. Le 19 octobre 2015, le tribunal de Turin a relaxé Erri De Luca de cette accusation.

mental européen et international. Pour beaucoup d'entre nous, ils sont « José » et « Erri », sans pour autant que nous les ayons rencontrés. Leur renommée respective – de paysan-député européen pourfendeur d'OGM et de malbouffe pour l'un, d'écrivain à la sensibilité aussi limpide que poétique pour l'autre – suffit à installer entre chacun d'eux et chacun de nous un lien d'intimité. Parce que leur parole emprunte toujours un peu de nous. Ils font ainsi partie de notre univers d'émotions poétiques et littéraires pour Erri, de nos revendications contestatrices pour José. L'un et l'autre sont des porte-voix de nos facettes intimes ou citoyennes. Des fleurs de nos audaces encore en bourgeon.

Je suis depuis longtemps lecteur de l'un et compagnon de route de l'autre. Je crois bien connaître José, notre complicité vient de ce que nos chemins de vie à la lisière de la campagne et de la ville, nos façons différentes de questionner le monde se sont rencontrées et unies, notamment via une dizaine de livres écrits ensemble, dont un essai sur la désobéissance civique. Je ne connaissais pas Erri, mais nous sommes du même âge et nous avons emprunté des itinéraires pleins de similitudes dans le temps et dans l'engagement militant, lui à Lotta Continua, moi à la Gauche prolétarienne. Nous avons dans la chair une expérience de l'usine, des chantiers, de la condition ouvrière, les joies collectives, la modestie des revenus. Nous nous sommes approchés puis éloignés de la violence politique sans rien céder de nos vies au camp des puissants. Le soutien d'Erri à la lutte des habitants du val de Suse contre la ligne TGV m'est apparu comme la manifestation impérative d'un devoir moral, l'apparition au grand jour d'une exigence dont la musique sous-tend sa vie et son œuvre littéraire. Une fidélité aussi discrète qu'inoxydable à l'engagement.

L'engagement nous réunit tous les trois. Il nous marque depuis notre enfance quand il fallut à chacun de nous oser affirmer notre parole propre, depuis nos révoltes extraordinairement similaires, à l'école, face à l'attentat de la

norme contre l'imaginaire. Engagement ensuite auprès des plus démunis – ouvriers immigrés, bergers, fermiers et métayers – auprès desquels nous tentions d'imaginer un monde meilleur. Je vous parle, là, d'un monde d'avant la chute du Mur de Berlin. Un monde où Erri était ouvrier à l'usine Fiat, José faisait du fromage de brebis en montagne, et où personnellement je gagnais à l'usine les maigres moyens d'expérimentation d'une presse alternative. Un monde où la générosité et surtout l'espoir conduisaient chacun à choisir un camp.

Vingt-sept années de mondialisation libérale ont passé, le monde n'est ni plus moche ni meilleur, nos cheveux juste un peu plus blancs ou plus épars et nous sommes toujours, tous les trois, sur le chemin des mêmes combats, avec la même exigence pouvant, le cas échéant, mener à la désobéissance. Cette cohérence relie les défilés d'hier pour la paix au Viêt Nam, la résistance à Franco, les luttes des ouvriers spécialisés et celles des femmes pour leur libération, la dénonciation du racisme et de ses crimes, la protestation physique sous les bombardements de Belgrade par l'OTAN, la revendication aujourd'hui d'arracher des OGM, le secours aux réfugiés syriens et africains qui bravent la Méditerranée, l'éclosion infinie de contre-pouvoirs à l'exploitation de l'homme par l'homme. Le combat moral est le même, le devoir de désobéir aux lois pour honorer la condition humaine toujours aussi impérieux.

J'ai appelé successivement José et Erri, en octobre 2015, pour leur proposer cet entretien, initialement destiné à paraître dans *GLOBAL*, journal en ligne que j'ai créé pour entretenir une zone libérée pour l'information. Ils ont été d'accord tout de suite. Puis, nous nous sommes dit que cette conversation méritait plus. José Bové a eu l'idée de la confier à Indigène éditions, les éditeurs de Stéphane Hessel. Nous vous la livrons sous la forme d'une conversation telle qu'elle a eu lieu via Skype, Erri étant à Turin, José à Bruxelles et moi à Paris.

GILLES LUNEAU

GILLES LUNEAU : *Quel est votre rapport à l'obéissance, à la soumission à l'autorité, qu'est-ce qui fait autorité à vos yeux ?*

ERRI DE LUCA : Je dois obéissance à mes principes. Je dois obéissance à une communauté dont je partage les convictions et les luttes. Je peux avoir de l'obéissance à une condition ouvrière que j'ai partagée avec d'autres, de l'obéissance à des ordres du jour, mais face à l'autorité, je me méfie toujours. J'ai toujours besoin de confronter la position de l'autorité avec mon vocabulaire et avec ma conscience. Face à l'autorité, j'ai donc toujours un esprit de contradiction préalable. C'est mon état d'esprit de départ. Face à l'autorité, j'essaie d'introduire une variante, ce n'est pas une question de désobéissance, mais au moins une variante à la version officielle émise par l'autorité.

JOSÉ BOVÉ : Pour continuer sur ce que tu viens de dire, depuis tout jeune, je n'ai jamais pris l'autorité extérieure, celle des pouvoirs auxquels on est confronté, comme un fait établi d'autorité. Pour moi, l'obéissance imposée est une chose que j'ai toujours interrogée ; c'est presque chez moi une éthique dans la mesure où ça vient de ma plus tendre enfance, de mon éducation. Ce qui m'a peut-être donné la force de toujours questionner le pouvoir et donc l'obéissance, c'est ma famille. Plus particulièrement ma mère qui m'a toujours soutenu, dès l'âge de trois ou quatre

ans, dans mes rapports à l'autorité scolaire. C'est une attitude qui m'a marqué. La question du pouvoir de l'autorité n'allait pas de soi, cela nécessitait en permanence d'être analysé au vu de ce que voulait dire cette logique de pouvoir auquel on doit obéir par principe. C'est ainsi que je me suis retrouvé confronté, à l'âge de dix-huit-dix-neuf ans, à la forme la plus forte de l'obéissance qui était l'obligation de faire le service militaire. Je me suis insoumis et je suis devenu objecteur de conscience. Depuis, j'interroge en permanence le pouvoir et je participe à la vie en société à partir de ma propre analyse et des convictions qui me conduisent aussi bien dans ma vie personnelle que dans ma vie collective.

G. L. : L'exercice de l'autorité, comme celui de la désobéissance, passe par des mots, leur signification, un attachement à leur valeur. Erri, vous revendiquez, comme écrivain, le plein emploi des mots sous toutes leurs acceptions. José, tu as le sens de l'utilisation des mots, de la formule qui résume une situation et entraîne les gens à passer des paroles aux actes. Alors, comment évaluez-vous le poids des mots avant de les employer, de les écrire ou de les prononcer ?

E. DE L. : Quand j'étais en âge scolaire, face à l'autorité, j'avais un sentiment d'admiration. J'ai admiré la délivrance de connaissances et aussi la façon dont les enseignants de l'école publique essayaient de mettre en pratique le principe d'égalité de traitement envers des personnes nullement égales à l'extérieur de l'école. Mais, un jour, j'ai perdu toute mon admiration et toute ma confiance. Ce jour-là, le professeur avait demandé d'écrire sur un sujet libre. Me sentant en pleine liberté, je me suis régalé de cette possibilité d'écrire sur un sujet de mon choix. Le jour du rendu du travail, le maître d'école m'a dit que j'avais copié. Cette accusation, cette erreur de la notation ont fait s'écrouler mon admiration et mon sentiment de confiance envers l'autorité. J'avais écrit à propos d'animaux

sauvages dans la prairie africaine, sur la poussière qui les protégeait, sur la multitude d'herbivores nourris par les pluies. J'inventais, je me permettais des visions, suffisantes évidemment pour troubler l'ordre mental et la discipline de l'école. Cela a commencé là, mais je n'avais pas encore la force de m'y opposer. J'ai un sentiment d'admiration pour ce que vient de dire José, qui a eu le courage à dix-huit ans de dire « non » au service militaire, un « non » individuel, ce « non » qui l'exposait à la répression et à l'isolement. C'est ce que j'appelle le courage physique d'une personne, le courage physique employé en son nom pour le non ; un courage physique que j'ai admiré chez Pasolini, peut-être à la même époque que le « non » de José. Pasolini avait ce courage physique. Il partageait la condition des plus humbles, celle parmi les plus difficiles des quartiers populaires romains. Pendant les manifestations de la gauche révolutionnaire de cette époque, il osait s'interposer entre la police et nous. C'était un espace vide, dangereux, où il assumait sa tâche de témoin : il voulait être là pour regarder en face l'événement de son époque, au rez-de-chaussée, là où se produisaient ces événements. Donc j'admire le « non » de José à dix-huit ans ! Il faut toujours avoir du courage physique – le courage aussi de se retrouver isolé du reste de la communauté – pour prononcer son mot d'opposition.

G. L. : *José, tu veux réagir à ce que vient de dire Erri ?
Sur le sens et l'emploi des mots ?*

J. B. : Oui, ce souvenir de devoir scolaire évoqué par Erri trouve un écho en moi, car j'ai vécu une situation identique. Mes parents m'avaient mis dans un collège privé religieux pensant que, si j'étais en pension, je pourrais mieux travailler. Là aussi, naïvement, j'ai cru que la liberté de parole que les professeurs mettaient en avant était une force invincible qui libérait l'imagination et la plume. Cela m'a valu, au moment où on a rendu la copie, une exclusion définitive de ce collège, en cours d'année

scolaire, parce qu'ils ont pensé que mon texte était trop sulfureux. C'était un texte sur le voyage où, au lieu de livrer un très attendu « voyage formant la jeunesse », je visitais les bas-fonds de la société, les prostituées, les mendiants, les exclus et les paradis artificiels. Au lieu d'être fasciné par cette découverte, je prônais la révolte contre la société. Pour revenir sur le sens et le poids des mots, j'ai été confronté, une fois, au problème des mots liés à l'action. C'était en 1999, à Millau, quand nous avons démonté le McDo. Avec nos outils, nos clés à molette, nos tournevis, nous avons commencé à démonter ce fast-food, publiquement, de manière complètement non-violente, à visage découvert. Il y avait quatre cents personnes, agissant de façon très festive, c'était vraiment un grand plaisir d'être réunis dans ce type d'action. Le lendemain, la presse ne parlait pas du démontage festif mais parlait de *saccage*. Cela a été très dur de voir qu'une action non-violente, menée collectivement, avec un but politique très clair, était transformée par le jeu médiatique et le tour de passe-passe du langage automatique de la presse, de manière complètement négative et destructrice. Tout l'enjeu, durant l'année qui a précédé le procès qu'on nous a fait à cause de cette action, a été d'essayer de rétablir *la vérité des mots*. Tout le procès a été centré sur l'interprétation des mots « démontage » et « saccage ». Voilà pourquoi je me suis senti très proche d'Erri quand il a été poursuivi pour l'utilisation du mot « sabotage ». Effectivement, on voit bien comment souvent dans les médias institutionnalisés, les termes sont employés, pervertis, de manière à servir l'ordre dominant. Là aussi, c'est une forme d'ordre conçu pour que rien ne bouge. Toute remise en cause, dans l'ordre du langage, d'un ordre établi – qu'il soit économique, étatique ou autre – est considérée comme quelque chose qui ne va pas de soi et doit être combattu par le pouvoir en place.

E. DE L. : Je pense que nous appartenons à une génération qui a grandi avec son propre sentiment de

justice. Pour nous, la justice n'est pas un recueil de codes et de lois, c'est un sentiment. C'est exactement le premier sentiment qui surgit dans la conscience d'un gamin, d'un petit garçon. La première opposition, la première objection d'un enfant à ses parents c'est « Ce n'est pas juste ». Il ne dit pas d'abord : « Ce n'est pas bon », « Ce n'est pas beau », il dit : « Ce n'est pas juste ». Ce sentiment de justice est à la racine de sa constitution d'être humain. Nous de l'autre siècle – car nous avons accompli la majorité de nos actions durant le siècle précédent et nous avons maintenant moins de temps devant nous pour agir –, nous avons eu une éducation sentimentale à la justice. Cette éducation nous a poussés à prendre des positions et à répondre précisément à ce qui n'était pas juste. C'était notre formation et notre système nerveux. Nous réagissons aux injustices, directement avec notre système nerveux d'abord, ensuite nous nous expliquons avec les mots et les propos exacts. Nous sommes des personnes qui avons rejoint le mot, le mot juste, à travers l'expérience du sentiment de la justice.

J. B. : Juste une petite réaction, le premier mot prononcé après « papa », « maman », en français en tout cas, c'est « non ». Quand on est enfant, c'est d'abord « non ». Je crois que le sentiment premier – avant le sentiment de justice, plus compliqué parce que c'est complexe la justice – est plutôt le sentiment d'injustice. Lui, il est viscéral. Nous ressentons le sentiment d'injustice. C'est quelque chose qui n'a pas besoin d'être formulé. C'est inhérent à la personne. Ensuite, la construction intellectuelle, c'est la justice. Nous avons besoin des mots pour expliquer la justice et la façon dont nous la voyons, comment nous voulons la construire. Mais l'injustice, je suis complètement d'accord, ce n'est pas simplement un sentiment intellectuel, c'est directement en nous, on dit : « Non, ça je ne l'accepte pas. » C'est un engagement personnel lié à une injustice vécue de manière individuelle, ensuite ça se construit collectivement. Mais on ne peut pas vouloir changer la

réalité si on ne vit pas le sentiment d'injustice d'abord individuellement, dans son propre corps.

G. L. : *Le choix des mots justes, ceux qui portent le sentiment que vous leur confiez, est-ce ce qui fait la cohérence entre la pensée et l'action et ce qui permet de s'engager totalement?*

E. DE L. : S'engager totalement ? On peut s'engager tout seul, comme l'a fait José le jour où il a dit « non » au service militaire. S'engager totalement, ça a été pour moi partager les raisons, les convictions d'une génération entière qui mettait à l'ordre du jour sa volonté de réagir aux injustices. C'était appartenir à l'époque. Ensuite, c'est la possibilité d'appartenir à une communauté. J'ai recherché cette appartenance pendant toute ma jeunesse. Quand j'ai commencé à exercer le métier d'ouvrier, je l'ai fait pour continuer d'appartenir à une communauté. C'était le mobile initial. Ensuite, on continue dans ce métier parce que l'on n'a que ça pour gagner sa vie. Après la grande expulsion des ouvriers de l'usine, durant l'automne des années 1980, être ouvrier se réduisait au seul métier exercé, sans la communauté, mais j'ai toujours recherché une communauté dans laquelle avoir ma part, mon droit, mon souvenir. C'est pour ça que je ne me prends pas pour un homme révolté, je suis un contemporain d'une génération d'insurgés.

J. B. : J'adhère au propos d'Erri car c'est aussi mon vécu, bien que celui-ci n'ait pas été lié aux mouvements révolutionnaires auxquels ont pu participer Erri et Gilles, parce que ce n'était pas ma culture. Je suis allé dans une autre direction, vers le mouvement libertaire, mais un mouvement libertaire avec une très forte influence de la non-violence. Nous avons même créé un journal qui s'appelait *Anarchisme et non-violence*. J'ai eu cette chance extraordinaire, alors que j'avais été insoumis, que naisse en France le grand mouvement qu'a été la lutte contre

l'extension du camp militaire sur le Larzac. Depuis l'âge de quinze-seize ans, mon seul rêve était de devenir paysan. Grâce à ce mouvement, j'ai pu, avec une communauté paysanne qui s'est élargie à toute la France, à la fois continuer le combat concret – lutter contre l'État qui voulait voler les terres aux paysans – et, en même temps, m'installer comme « squatter », comme on disait à l'époque, c'est-à-dire occuper illégalement une ferme qui avait été vendue à l'armée... et devenir paysan. Pendant trente ans, jusqu'en 2009, j'ai pu vivre de ce métier, élever mes enfants, vivre avec ma famille, mes brebis, faire du fromage. Cela a été pour moi quelque chose d'important parce que ça fait partie de la culture non-violente. J'ai retenu de Gandhi qu'il fallait être cohérent à la fois dans sa lutte et dans sa vie quotidienne. Notamment, essayer de vivre de son travail et construire soi-même son avenir. Pour ça, la vie de paysan a été extraordinaire : on travaillait à la fois avec ses mains, sa tête et, en même temps, on participait à un mouvement collectif. C'est une histoire et un point de vue différents de ceux d'Erri qui a vécu dans le monde ouvrier. Personnellement, c'est dans le monde paysan, à travers d'abord l'installation sur le Larzac, puis le syndicalisme paysan, que j'ai pu construire ce sentiment collectif d'appartenance à un mouvement de contestation.

G. L. : *Être soi-même, c'est la base de la culture et de l'éthique. Est-il encore possible d'être soi-même aujourd'hui alors que l'on parle d'humanité augmentée, de modification génétique de l'être humain ?*

E. DE L. : Pour moi, être soi-même, c'est une question de liberté. La liberté, c'est un ensemble constitué de ce que je dis, ce que je fais. C'est une liberté qui n'est à la disposition d'aucun pouvoir. Aucun pouvoir ne peut l'interdire, même en enfermant les gens. Cette liberté, pour moi, c'est ça : la façon d'être soi-même. Cela se réduit à l'ensemble « les mots/les choses », et à leurs liens.

Quand bien même j'écris seulement des mots, ces mots correspondent le plus exactement possible aux choses que je dis.

G. L. : *José, veux-tu réagir sur ces propos?*

J. B. : Oui, surtout par rapport à ta question sur la relation entre l'humanité et la technique. La première fois que j'ai vécu ça très fort et que j'ai pris conscience du problème, c'est quand la technologie – je peux même dire la techno-science – est venue directement à moi pour me dire : « Maintenant, c'est nous qui allons choisir les semences que tu vas planter dans tes champs. » Cela a été le début de ce combat du milieu des années 1990 contre les OGM, contre le transgénique, car mon travail de paysan, donc de multiplicateur de semences, d'efforts pour être cohérent avec la nature, se trouvait directement attaqué. Ma liberté de choisir la façon dont j'élevais mes brebis, dont je cultivais mes champs, était directement remise en cause par une puissance extérieure qui me disait : « Désormais, ce n'est pas ainsi que vous allez travailler. Nous allons vous obliger à faire ce que l'on veut de vous, vous allez semer les semences que l'on vend, vous allez mettre des herbicides. » C'est ainsi que j'ai vécu cette confrontation à la techno-science, à cette idéologie délirante qui vise à dominer la nature, et même maintenant à vouloir la reconstruire. Car aujourd'hui on ne se limite plus à modifier génétiquement les plantes et les animaux et à les cloner, on veut aussi modifier l'être humain, c'est le transhumanisme. La transformation de l'homme, parce que l'homme serait imparfait ! Nous sommes face à une espèce de folie furieuse inédite dans l'histoire de l'humanité, parce que jusqu'ici la folie humaine n'avait jamais eu les moyens d'atteindre ce niveau-là.

E. DE L. : Dans la lutte menée par José, il y a une résistance contre la soumission de la nature et contre l'humiliation de la nature.

G. L. : *Erri, José, j'aimerais que vous vous exprimiez sur cette question de la modification des données naturelles de l'homme, sur ce mouvement de scientifiques qui revendiquent de travailler sur, je cite, « une humanité augmentée ». Cela va des prothèses diverses à la modification génétique, en passant par le développement de certaines facultés via les biotechnologies, les nanotechnologies et les techniques numériques. On n'est plus soumis à la vie de son corps, on prend le pouvoir sur lui, sur sa propre vie biologique. Plus de puissance sur tout et sur son prochain, et quelque part un refus du vieillissement du corps, un refus de la mort, une négation des innombrables interactions entre les êtres vivants et leur environnement. Que pensez-vous de ces « biotechniques » ? De cette idée d'« humanité augmentée » ? De la science comme autorité ?*

J. B. : Comme je viens de le dire, j'ai commencé à réfléchir concrètement sur la manipulation du vivant à partir de nos luttes paysannes contre l'industrialisation de l'agriculture. Le productivisme est allé jusqu'à remettre en cause la reproduction naturelle des plantes et des animaux, pas assez rentable. On a testé la GPA (gestation pour autrui) avec les vaches laitières et modifié la génétique des plantes. Depuis ce premier bricolage de l'ADN, nous assistons à un emballement technicien qui prétend transposer l'industrialisation de la ferme sur l'être humain. Cette dérive a été bien visible dans l'engouement pour les thérapies géniques dont aujourd'hui les scientifiques tirent un bilan mitigé. Nous sommes maintenant dans une logique du vivant construit et vendu en pièces détachées que l'on peut assembler, recombinaison. On a commencé par des gènes de poisson dans les fraises, puis avec les bébés à la carte et la spirale continue avec l'homme augmenté qui va pouvoir se modifier à volonté, voire éternellement. C'est une pure folie, un abandon de l'éthique humaniste et écologique. Je considère qu'il faut y résister et enrayer cette nouvelle forme de violence envers la vie.

G. L. : *On ne parle plus seulement de désobéissance face à une loi injuste mais face à ce qu'il faut bien appeler une dictature techno-scientiste. On ne se confronte plus seulement à l'État, mais aussi au lobby technique. Au début du XIX^e siècle, en Grande-Bretagne, les ouvriers du mouvement luddite parlaient des « machines préjudiciables à la communauté ». Aujourd'hui, ce sont les biotechnologies qui sont préjudiciables à la communauté. Faudra-t-il les stopper comme les ouvriers anglais brisaient les machines ? Quelles sont aujourd'hui les cibles, à quoi devrait-on désobéir aujourd'hui ? Qu'est-ce qui nous mobilise, vous mobilise, moralement, pour désobéir ?*

E. DE L. : Pour moi, c'est ce qui se passe autour de moi en Italie : le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin qui va empoisonner le val de Susse. Ce sont aussi les forages de la recherche pétrolière en mer Adriatique avec le risque de dévastation d'une côte entière. C'est la résistance des pêcheurs de Lampedusa à l'interdiction humiliante de porter secours à des naufragés, sous peine de confiscation de leur bateau. Il s'agit toujours de ce qui se passe autour de moi. Je crois qu'employer le terme « désobéissance » ou dire être contre, être pour un « non », c'est plutôt nous limiter. Nous limiter les possibilités. Les « non » que nous prononçons aujourd'hui ne sont pas des actes de résistance contre le progrès des « oui », mais sont précisément le « oui » de demain. Le « non » d'aujourd'hui, c'est le « oui » de demain. Nous nous adressons à d'autres droits et d'autres ordres du jour du futur.

J. B. : Nous sommes confrontés à l'attaque par des intérêts particuliers de ce que l'on définit aujourd'hui comme notre bien commun. Cette notion de « bien commun » s'est construite ces vingt ou trente dernières années, mais elle vient de beaucoup plus loin. Au XIX^e siècle, des gens y avaient pensé et, même bien avant, on trouve cette notion dans un certain nombre de textes. Aujourd'hui, nous savons que la planète est la seule que

nous ayons. Il n'y en a pas d'autre. Le réchauffement climatique, la destruction systématique des terres agricoles, les forages – on a eu, nous aussi, des forages au large de Toulon et de Marseille que l'on essaie de bloquer –, le gaz de schiste qui peut détruire les nappes phréatiques ; ce sont des atteintes par des intérêts particuliers à un bien commun qui appartient à toute l'humanité. Cette nouvelle notion met en perspective des combats qui peuvent parfois paraître locaux, mais qui en réalité participent d'un mouvement global. En ce sens-là, c'est une inversion du discours de la fin des années 1960, d'après 1968 et des années 1970, où on parlait d'abord d'un projet global pour ensuite aller sur sa déclinaison locale. C'était souvent ça les mouvements révolutionnaires. Aujourd'hui, on a une idée du bien commun attaqué sous des formes très diverses. C'est la somme de ces résistances et des constructions alternatives pendant ces résistances qui imagine l'avenir et le bâtit. Aujourd'hui, nous ne rêvons pas au « matin du grand soir », mais on se dit plutôt que tous les petits matins que l'on peut vivre avec ces résistances et les actes alternatifs qui en émergent, c'est ce qui, petit à petit, est en train de tisser à la fois le bien commun, le vivre ensemble et le bien-vivre.

E. DE L. : C'est ça, je suis complètement d'accord.

G. L. : *Nous sommes d'accord, il faut atteindre l'« ordre global » là où on vit, dans ses expressions diverses. Continuons ! Quand on désobéit, vous l'avez bien expliqué, c'est à partir du sentiment de justice, de convictions personnelles – on peut parler de morale –, puis il y a l'épreuve de la validation collective de l'acte désobéissant : vous êtes suivi ou pas dans cet acte de désobéissance. Pour vous, l'acte de désobéir fait-il partie de l'approche ou de la définition de la vérité ?*

E. DE L. : Non, la vérité, c'est un coup de cœur. C'est quelque chose que l'on découvre tout à coup, qui donne

de la chaleur et du bonheur. La désobéissance n'est pas une question de vérité, c'est la question de faire face à des choses qui se traduisent avec violence contre la conscience. Je réagis comme ça, comme une personne attaquée qui doit se défendre. Au printemps 1999, j'étais si opposé au bombardement des villes par l'Otan que je suis allé à Belgrade. J'étais seul à faire ce voyage ; je suis parti seul et je suis resté seul à Belgrade. J'étais là comme un ami de cette ville, j'étais là contre les bombardiers pour partager le destin des cibles. C'était un acte complètement forcé et individuel, qui ne voulait rien dire sinon ma volonté de mettre physiquement mon « non » au seul endroit où ce « non » avait un sens pour moi. Il s'agit toujours de circonstances qui se produisent et me forcent à quelques réponses ; je n'ai pas de méthode à partager, de suggestions, de conseils à donner.

J. B. : Pour essayer de répondre à la question de Gilles, je ne me définirais pas comme « désobéissant ». Ce n'est pas une nature d'être désobéissant : on devient désobéissant parce qu'à un moment de sa vie, ce que l'on affronte n'est pas supportable, donc on dit « non ». Cela n'a rien à voir avec les infractions aux règles communes comme le Code de la route. Par contre, la désobéissance est un moyen qui s'inscrit dans une action collective ou individuelle non-violente. Elle peut aller jusqu'à la remise en cause de la propriété privée et à l'attaque de la propriété privée – je l'ai fait dans les champs d'OGM et je l'ai fait dans beaucoup d'autres endroits. La question qu'il faut se poser, c'est comment agit-on collectivement ? Comment refuse-t-on de collaborer à un système qui nous détruit ou qui remet en cause le bien commun ? Je suis pour cette définition-là de la désobéissance : un moyen d'action qui reste opérationnel pour changer la réalité. Car il n'y a rien de plus insupportable – je l'ai toujours vécu comme ça – que de se dire : voilà, on a cette situation, je ne fais rien, et ça continue... ou alors si je veux que ça change, il faut que

je m'en donne les moyens. Cela peut être collectif, cela peut être individuel, mais ça doit toujours être un engagement de la personne. Je ne peux pas concevoir une action collective qui ne m'engage pas entièrement. Par exemple, si je décide de mener une action, comme on l'a fait certaines fois contre les OGM, si à un moment, et c'est ce qui nous est arrivé en 2008, nous disons : « Le gouvernement doit interdire la culture des OGM et vous avez juste un texte à signer pour le faire », ça vaut la peine de faire aussi la grève de la faim illimitée pour favoriser cette prise de conscience et cette signature en bas de la page. On prend sur soi de le faire. Dans les actions non-violentes, de non-coopération avec l'injustice, c'est fondamental à mes yeux d'agir en tant qu'individu, sans se cacher de la collectivité. D'assumer ses actes jusqu'au bout, jusqu'à la répression, la condamnation ou la mise à la marge de la société.

G. L. : *Ça pose la question du légitime et du légal...*

E. DE L. : La légalité ne coïncide presque jamais avec la justice. La légalité, ce sont des lois qui peuvent être des lois d'occasion faites par un régime fasciste, qui sont le fait de dictatures. Donc ce sont des lois de la dictature qui sont totalement légales, bien que totalement injustes. La légalité, ce n'est pas une religion, il faut la vérifier par moments; la vérifier dans toutes ses manifestations. Chez nous, la légalité est toujours au service de l'oppression. Chez nous, comme je le rappelais tout à l'heure, il y avait une loi votée par le Parlement qui interdisait à un marin de sauver quelqu'un du naufrage, sous peine d'être poursuivi pour avoir favorisé l'immigration clandestine et d'avoir son bateau séquestré. C'était la légalité, mais c'était la plus évidente des injustices et des infamies. Les pêcheurs qui contrevenaient à cette loi le faisaient à leurs risques, en pleine conscience du danger, car ils ne pouvaient pas se soustraire à la tâche supérieure du sentiment de justice qui était de

sauver des gens en train de se noyer dans la mer. La légalité, il faut la vérifier à la chandelle de la conscience de chacun.

J. B. : La légalité, c'est le constat d'un rapport de force à un moment donné. Le droit ne va pas forcément avec les droits. L'opposition entre « droit » au singulier et au pluriel montre que la réalité de la société est différente de celle de l'État qui impose ses lois. En France, de même, on a aussi une loi qui interdit d'héberger un clandestin. On peut être poursuivi pour avoir hébergé un étranger en situation irrégulière, car normalement il faudrait le dénoncer aux autorités qui ensuite le mettraient dans un centre de rétention pour éventuellement l'expulser après examen de sa situation. Beaucoup de personnes ont été poursuivies à cause de ce droit contraire à toute l'histoire de l'humanité et de l'hospitalité. Je me souviens de cette image terrible, en France, où des immigrés étaient réfugiés dans une église à Paris, avec l'accord du prêtre, et la police a fracassé à coups de hache la porte de cette église, puis elle a arrêté tous les immigrés pour les renvoyer dans leur pays d'origine. À chaque fois qu'il y a des actions de ce genre, les hommes d'État disent : « On a agi en fonction des lois ; les lois sont au-dessus des individus, si chacun commence à ne pas respecter les lois ça ne peut pas aller... » ; sauf qu'il y a des lois injustes. Alors, contre des lois injustes, il n'y a qu'une seule solution, c'est désobéir. Comme ces pêcheurs de Lampedusa ou comme beaucoup de gens qui ont accueilli des réfugiés ou ont fait d'autres actions. C'est là qu'on peut dire si la loi est juste ou pas ; c'est quand elle choque des fondamentaux qui ne sont pas forcément des droits écrits mais des droits du bon sens et qui fondent notre humanité depuis la nuit des temps.

E. DE L. : En France, vous avez aussi dit « non », vous avez désobéi aussi à des situations beaucoup plus contraignantes comme le fait d'une guerre. Je chante encore avec émotion *Le Déserteur* de Boris Vian. Il y a eu des

intellectuels qui ont incité à la désertion pendant la guerre d'Algérie. Vous avez une longue tradition de désobéissance civile au plus haut degré : même pendant l'effort militaire de la nation, il y a eu des personnes qui se sont mises en travers de cet effort militaire. Chez vous, cette tradition est très vivante, chez vous, la désobéissance a un sens plus enraciné dans la conscience civile de votre peuple.

G. L. : *C'est vrai ce que vous soulignez, Erri. De tout temps, il y a eu des gens qui ont désobéi collectivement, mais je trouve qu'en France, du point de vue des intellectuels, des historiens, cette désobéissance civile est rarement soulignée – pour ne pas dire jamais – dans leurs analyses sur l'histoire. Ils nous livrent – et on retient – le plus souvent des analyses des mouvements populaires ou des actes individuels de révolte, à travers une grille de lecture marxiste, binaire, et beaucoup plus rarement avec la grille de lecture de mouvements non-violents et désobéissants, collectifs ou individuels. C'est un fait qui m'a marqué quand nous avons entrepris avec José de revisiter l'histoire de la désobéissance. C'est seulement depuis une vingtaine d'années que l'on commence à accepter cette vision de l'histoire où la morale met les gens en mouvement. Il y a une lecture plus immédiate dans les pays anglo-saxons.*

E. DE L. : Néanmoins, je reste un admirateur de ce que vous êtes et de votre tradition. Je reste un admirateur de *La Marseillaise*... « Aux armes citoyens ! »

G. L. : *C'est un chant lourd d'histoire et de symboles, ce n'est pas rien comme chant guerrier...*

J. B. : C'est pour ça que nous essayons de changer les paroles de *La Marseillaise*, parce qu'elles sont terribles. « Aux armes citoyens », ça on peut comprendre, mais « qu'un sang impur abreuve nos sillons... », ça c'est beaucoup plus dur à accepter. Là, on bascule dans une

autre notion. Ce qui m'interpelle aussi dans cette histoire d'hymne national, c'est qu'au début de la Révolution, le chant symbole de la République, c'est *La Carmagnole*. Puis *La Marseillaise* fait son apparition avec la conscription pour aller faire la guerre. À ce moment-là, nous sommes en 1792, il y a des paysans dans l'ouest de la France à qui on avait promis des terres. Mais ce sont les bourgeois qui ont récupéré les terres, pas les paysans. En plus, alors qu'il pleut, que l'on ne peut pas récolter, on leur ordonne d'aller à l'armée pour défendre la République. Les paysans disent : « Non, ce n'est pas possible, on nous avait promis les terres, on ne nous les a pas données et maintenant on nous demande de partir alors que les récoltes ne sont pas rentrées. » Ils se sont révoltés et ils ont été massacrés. Voilà ce qu'il y a aussi derrière l'image d'Épinal de *La Marseillaise*. Par contre, j'ai toujours été ému par *La Marseillaise* chantée héroïquement par les ouvriers de Chicago en 1886. L'histoire prend place à la suite de la très grande grève pour la journée de huit heures qui a donné naissance à la fête des travailleurs du 1^{er} mai. Ce jour-là, à l'usine McCormick, un rassemblement pacifique est violemment dispersé par la police, faisant deux morts et cinquante blessés. Pour protester contre cette violence policière, une manifestation est prévue le 4 mai à Haymarket Square. Tout se passe bien, mais à la dispersion, là encore, la police charge violemment. Une bombe explose. La police accuse tout de suite les syndicalistes anarchistes. Ils sont condamnés à mort. En allant au gibet, comme il n'y avait pas d'autre chant révolutionnaire à l'époque en Amérique, ils ont chanté *La Marseillaise*. Pour eux, c'était le chant qui pouvait exprimer leur révolte collective au moment où ils allaient être exécutés. Dans ces conditions, ce chant n'est plus le chant d'un État mais celui d'un mouvement syndical et d'hommes qui refusent d'accepter la situation.

G. L. : *Avant de clore cet entretien, pourriez-vous chacun définir ce qu'est pour vous un esprit libre ?*

E. DE L. : Au risque de me répéter, c'est quelqu'un qui a l'intention de faire correspondre ses mots et ses actions.

J. B. : Une phrase de Gandhi me paraît très importante, elle rejoint ce que dit Erri. Elle dit : « L'arbre est dans la graine comme la fin est dans les moyens. » Cela veut dire que l'on ne peut pas revendiquer un nouveau droit, une nouvelle façon de vivre ensemble, par des moyens injustes ou qui peuvent aller à l'encontre des personnes. Cette cohérence entre la fin et les moyens participe de l'homme libre. J'ajouterais à cela le fait d'accepter que l'on n'a pas toujours raison contre la nature. Erri, j'ai lu souvent sous ta plume que ton rapport à la nature passe par la montagne. On ne peut pas la domestiquer, on doit faire avec, quand il y a la pluie, le vent, la neige. Il y a des moments où l'on doit reculer parce que la nature est plus forte. Pour moi, c'est la mer qui représente ça. Cet été, par exemple, je n'ai pas pu aller avec mon petit voilier de neuf mètres en Corse, comme tous les ans. Au bout de six jours de mistral m'empêchant de naviguer, j'ai accepté de ne pas y aller. La mer n'a pas voulu que j'aille en Corse, c'est comme ça, je n'ai pas choisi d'autre moyen pour y aller. Comme homme et comme marin, j'accepte ce que la nature m'impose, pour moi c'est une forme de liberté, ce n'est pas quelque chose de contraignant.

E. DE L. : Parfait, très bien dit, j'y souscris, comme homme et comme montagnard.

G. L. : *La liberté est bornée par la planète, par la dimension englobante de la nature, c'est ce que vous voulez dire tous les deux...*

J. B. : Il y a une double réalité. Ma liberté n'a pas de limite dans ma relation aux autres et dans ce que je souhaite

faire. Mais la nature est en soi quelque chose d'indépassable. Reconnaître que la nature est un élément indépassable, c'est être libre dans un espace donné. J'habite sur Terre, je ne vis pas de manière complètement extérieure à la réalité, donc accepter cette limite, c'est accepter ma place dans le monde mais aussi ma place avec les autres.

E. DE L. : Accepter les limites, c'est aussi connaître sa mesure. La mesure de sa propre hauteur, notre condition d'infériorité. Reconnaître notre condition d'infériorité et de créature de passage sur cette planète. Les limites – dans la mer comme dans la montagne – sont des leçons : des leçons de justesse, d'humilité, de prise de conscience de nous-mêmes et une réduction de notre arrogance.

J. B. : J'aime beaucoup le concept des Amérindiens andins du « *vivir bien* », repris par Evo Morales, le président de la Bolivie, premier président amérindien d'Amérique du Sud. Il dit, très simplement : « Bien vivre, c'est vivre en harmonie avec les hommes et en harmonie avec la nature. » C'est-à-dire que l'on ne peut pas bien vivre si on ne tient pas ces deux bouts en même temps. Cela ne sert à rien de vouloir organiser la justice, la liberté, les droits, si en même temps on saccage la planète. Ces deux éléments font partie du projet commun de l'humanité.

E. DE L. : Je suis d'accord.

BIOGRAPHIES

Erri De Luca

On le devine dans les pointillés de l'homme à travers ses romans, Erri De Luca est né en 1950 dans une famille en revers de fortune s'estimant déçue de vivre dans un quartier populaire de Naples. En conséquence, le jeune Erri ne s'aventure guère au contact des « autres ». De là, peut-être, l'extraordinaire retenue de l'écrivain dans le partage de ses émotions, le poids qu'elle confère à chaque mot qu'il couche sur le papier et qui forge des phrases d'une précision chirurgicale qui n'a d'égale que leur charge poétique. En grandissant, Erri découvre que sa ville est largement quadrillée par les soldats américains. Défaite oblige. Le poids et l'arrogance des troupes d'occupation l'humilient et le révoltent tout comme les inégalités sociales et la mairie aux mains des royalistes. C'est ainsi que la vie pointe son nez dans celle d'Erri De Luca, par l'injustice des situations.

La vie – avec le cortège de toutes ses émotions –, Erri l'embrasse avec enthousiasme en 1968, en quittant sa famille pour Rome où il s'engage dans l'action révolutionnaire libertaire de l'époque. Il lutte contre la guerre du Viêt Nam et participe à la fondation de Lotta Continua, un mouvement d'extrême gauche né dans les luttes étudiantes et ouvrières de Turin qui animera la vie politique italienne jusqu'en 1977. Erri dirigera le service d'ordre de l'organisation jusqu'à sa dissolution et refusera la dérive des « années de plomb » qui conduisit certains de ses camarades à la lutte armée. Aujourd'hui, dans le cadre de

la fondation qu'il a créée et qui porte son nom, Erri reste fidèle à son engagement de jeunesse et permet l'accès libre et gratuit à la collection complète de *Lotta Continua*, le journal du mouvement.

Le reflux du mouvement gauchiste dépose Erri à l'usine Fiat. Pendant deux ans, on le retrouve dans tous les mouvements sociaux de l'entreprise automobile, puis une grande vague de licenciements le jette, avec des milliers d'autres, dans la précarité. Suivent deux années de petits boulots d'ouvrier spécialisé d'ateliers en chantiers, de clé à molette en marteau-piqueur. Le soir, il écrit, comme il le fait depuis l'enfance.

En 1982, une série de lois répressives du gouvernement de l'époque permet à la justice italienne de poursuivre les militants gauchistes pour les actions des années 1970, alors qu'en France le gouvernement socialiste de François Mitterrand tire un trait final, apaisant, sur la période d'agitation révolutionnaire. Erri De Luca trouve refuge en France et continue sa vie d'ouvrier itinérant, de chantier en chantier, dans la région parisienne. Son savoir-faire lui permet d'offrir ses services à une ONG pour approvisionner en eau des villages tanzaniens, mais son élan humanitaire est fauché par les maladies tropicales et il est rapatrié sanitaire. De retour en Italie, où il est finalement lavé de toute poursuite pour son passé révolutionnaire, Erri reprend sa vie d'ouvrier à la différence près qu'il écrit maintenant aussi le matin. Avant sa journée de travail, il déchiffre l'hébreu ancien et se frotte à la traduction des Saintes Écritures. Le non-croyant affirmé qu'il est se délecte d'une langue à peu de locuteurs, mais ayant eu un impact majeur ; il y trouve des leviers de compréhension de la communauté des croyants, jusqu'à l'émerveillement devant leur expérience spirituelle. En allongeant son alphabet, Erri étend son rapport au monde.

Le monde ne cesse de l'attirer mais sa rugosité le blesse et le tient à distance. Erri n'est jamais mieux que dans la relation de personne à personne. Il y cultive une forme de solitude, celle de l'enfant napolitain déclassé, celle du

bachelier devenu ouvrier par fidélité à une trajectoire, celle du chauffeur de convoi humanitaire au cœur de la guerre en ex-Yougoslavie. À chaque étape de son chemin, Erri s'inscrit dans le cercle des paroles et des actes partagés. Ainsi va Erri, seul, mais avec tous les autres.

G. L.

Erri De Luca est l'auteur d'une œuvre très riche qui lui a valu en 2001, en France, le prix Femina étranger pour son roman, Montedidio ; en 2013, le Prix européen de littérature. C'est aujourd'hui l'un des écrivains italiens les plus lus au monde.

José Bové

José Bové est avant tout un homme habité par le sentiment d'appartenir à la nature. Berger, paysan, opposant à la manipulation génétique, José vit dans le respect du vivant, pénétré du sentiment des multiples complémentarités régissant les êtres et les choses. Ce sont les affronts de l'homme au vivant – être humain, animal, plante – qui ont fait de lui un homme du combat social et politique, attaché à la mise en mouvement la plus large sans pour autant faire de concession sur l'objet de la lutte. Né en 1953, sa vie publique commence par l'engagement pacifiste contre la guerre au Viêt Nam. À la réflexion gandhienne sur l'action non-violente, il joint le questionnement éclairé de Jacques Ellul sur les logiques techniques qui *imposent* des modes de développement – de la société, de l'entreprise, de l'individu – jusqu'à devenir totalitaires.

En 1973, José travaille comme berger dans les montagnes pyrénéennes et soutient activement la lutte des paysans du Larzac contre l'extension du camp militaire. Cet été-là, sur le plateau du Larzac, il participe à la construction illégale de la bergerie de La Blaquièrre et rencontre le Breton Bernard Lambert, leader des Paysans travailleurs, venu avec les premiers paysans menacés d'expulsion par le projet de camp militaire sur le plateau du Larzac. En 1974, il refuse de se soumettre au service militaire obligatoire (à l'époque) et à son alternative, le statut d'objecteur de conscience. Insoumis, il continue de travailler comme ouvrier agricole, dans une ferme bio

du Bazadais. En 1976, il fait partie des volontaires qui veulent s'installer en famille sur le plateau aveyronnais comme paysans, le maintien d'une activité agricole devenant un axe de lutte contre l'armée : « Des moutons, pas des canons ! »

La victoire acquise en 1981, José Bové participe à l'invention d'une gestion collective des 6378 hectares libérés de l'accaparement militaire et mis à disposition par l'État. Un véritable laboratoire foncier qui perdure avec succès. Parallèlement, on le retrouve au milieu du Pacifique naviguant contre les essais nucléaires français dans les rangs de Greenpeace France, dont il est un des premiers adhérents. Dans le Pacifique, il noue de solides amitiés avec les mouvements kanak et polynésien, en lutte pour la reconnaissance de leurs droits autochtones. Sur le Larzac, la ferme, exploitée en GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun), abrite un troupeau de brebis dont le lait est pour partie livré à Roquefort, pour partie transformé en tomme pour la vente directe.

Engagé dans les rangs du mouvement Paysans travailleurs, puis cofondateur de la Confédération paysanne, José prend sa part de responsabilités syndicales. Elles le poussent, en 1999, à alerter sur les dangers de l'Organisation mondiale du commerce et de sa politique de dérégulation commerciale : combat illustré par le désormais célèbre démontage du McDo de Millau et la lutte contre les OGM qui lui vaudront de multiples condamnations judiciaires dont de la prison ferme. José porte cette parole paysanne dans le mouvement altermondialiste : il défile bras dessus bras dessous avec des ouvriers américains et d'autres paysans de Via Campesina en tête de la manifestation contre l'OMC à Seattle. Les années suivantes, il fait entendre sa voix de syndicaliste dans les Forums sociaux mondiaux. Confirmé dans son rôle de porte-parole national de la Confédération paysanne, José refuse néanmoins un second mandat, estimant qu'il faut savoir laisser la place à d'autres. En 2004, il est désigné par l'internationale paysanne Via

Campesina pour faire de la souveraineté alimentaire un nouveau droit de l'être humain.

En 2009, élu député européen de la circonscription du Sud-Ouest, il organise sur le Larzac la transmission progressive de sa ferme et, à Bruxelles, copréside la commission Agriculture du Parlement européen où il fait progresser l'idée d'un plafonnement des aides agricoles, d'une aide systématique aux petits paysans et l'obligation d'introduire des légumineuses dans les assolements (mesure à la fois agrobiologique et climato-bénéfique). Son mandat parlementaire lui permet d'enquêter sur l'influence de lobbies industriels, de révéler leurs dévoiements et leurs contournements de la démocratie. En 2010, il découvre que des permis d'exploration de gaz de schiste ont été délivrés dans sa circonscription, une fois de plus, il sonne l'alarme : en juillet, l'Assemblée nationale interdira la fracturation hydraulique. Réélu au Parlement européen en 2014, il continue le combat parlementaire – contre les OGM, les nanotechnologies dans l'alimentation et ne compte pas se représenter. On le retrouvera, pipe à la bouche, à la barre de son voilier. Sa façon discrète de poursuivre son dialogue avec la nature.

G. L.

Gilles Luneau

Jamais simple de se livrer à l'exercice de l'autoportrait, de passer du regard posé sur les autres à l'emploi du *je*, surtout quand on appartient à cette génération qui a choisi très tôt de donner la parole aux autres, à leurs mots et pensées délibérément ignorées.

À mon âge, je suis né en 1950, on commence à avoir une idée de ce qui nous a façonné, des aspérités de la vie qui nous ont sculpté, nonobstant notre volonté d'exister librement. J'ai grandi à la lisière d'une forêt et des champs où j'ai puisé une partie de mes repères, dont le sentiment puissant d'appartenir à la Terre, au rang de particule. Sous nos cieux, la ville n'est jamais loin de la campagne. Ce sont précisément les lisières, marges et frontières qui m'ont très tôt attiré et qui nourrissent toujours ma curiosité. Elle me porte vers les zones grises où se confondent l'autorisé et l'interdit; les lignes de pointillés entre le civilisé et le sauvage; les enchevêtrements de sentiments. Ce goût des espaces de transgression – la première étant de ne pas considérer comme immuable l'ordre établi – allait décider de mes engagements politiques et professionnels. Dès 1966-1967, je milite contre la guerre au Viêt Nam et découvre La Boétie et Bakounine. Lycéen en 1968, je m'épanouis dans le sillage libertaire du mouvement du 22 mars, né à la faculté de Nanterre.

Après ? *Action*, le journal des barricades de Mai 68, où paraît ma première photographie de presse. Je participe à la fondation de la Gauche prolétarienne et y militerai

jusqu'à son autodissolution. Je conjugue textes et photos dans *La Cause du Peuple*, l'organe de la Gauche prolétarienne, dirigée par Jean-Pierre Le Dantec et Michel Le Bris. Je poursuis la réinvention du journalisme avec *J'accuse* – créé avec le soutien de Jean-Paul Sartre, des cinéastes Jean-Luc Godard et Alexandre Astruc, de Michèle Vian, la femme de Boris – où je suis photoreporter ; l'agence de presse *Libération* lancée par Jean-Claude Vernier où je couvre le secteur armée/défense. À partir de 1974, je continue à conjuguer l'image et le texte, en Bretagne, pour le journal *Vent d'ouest* du mouvement Paysans travailleurs, pour *Ouest-France*, *Le Marin*, *Combat breton*, *La Tribune de Loire-Atlantique*, *Radio libre 44*, *RFM*, *FR3*, tout en assurant des correspondances pour *Libération*, *Le Nouvel Observateur*, *Agri7*, *Témoignage chrétien*, *Le Canard enchaîné*. Je crée Skeudennou, une agence photographique sur la vie rurale. Mon engagement local m'immerge dans les luttes paysannes sur le foncier, le mouvement anti-nucléaire, le soutien aux grèves ouvrières, l'accueil des premiers Amérindiens en visite officielle en Europe. Au début des années 1980, je fais partie de l'équipe de préfiguration de l'Écomusée de Saint-Nazaire axé sur la mémoire populaire (chantiers navals, pêcheurs, métiers portuaires, Seconde Guerre mondiale) où je participe à la transposition des travaux scientifiques en expositions. À partir de 1985, mon intérêt pour la géopolitique me pousse vers le grand reportage international et la correspondance de guerre, tandis que l'actualité nationale m'oriente vers l'investigation politique et économique. Je collabore alors régulièrement à *Libération*, au *Nouvel Observateur*, à *Challenges*... Mes photographies sont archivées à l'agence VU.

Au début des années 2000, la pression croissante du marketing, la financiarisation de la presse, l'expansion de l'orthodoxie social-démocrate asphyxient le souffle libertaire de Mai 68. La presse n'est que le miroir de son époque. À *L'Obs*, à *Géo*, on me reproche mon exigence journalistique et mon compagnonnage éditorial avec l'ami

José Bové. Peu porté sur l'autocensure et décidé à défendre l'esprit d'indépendance, je réponds par la création de *GLOBAL*, magazine en ligne conçu comme une zone libérée pour l'info. À la logique technique imposant une vitesse d'information supérieure au temps d'identification et de vérification des sources, j'oppose la « slow-info ». Parallèlement, je réalise des documentaires et j'écris des livres sur les enjeux de l'époque.

Aujourd'hui, en lançant cette conversation avec Erri et José, j'exerce pleinement mon métier en ce qu'il contribue à nourrir le débat citoyen.

G. L.



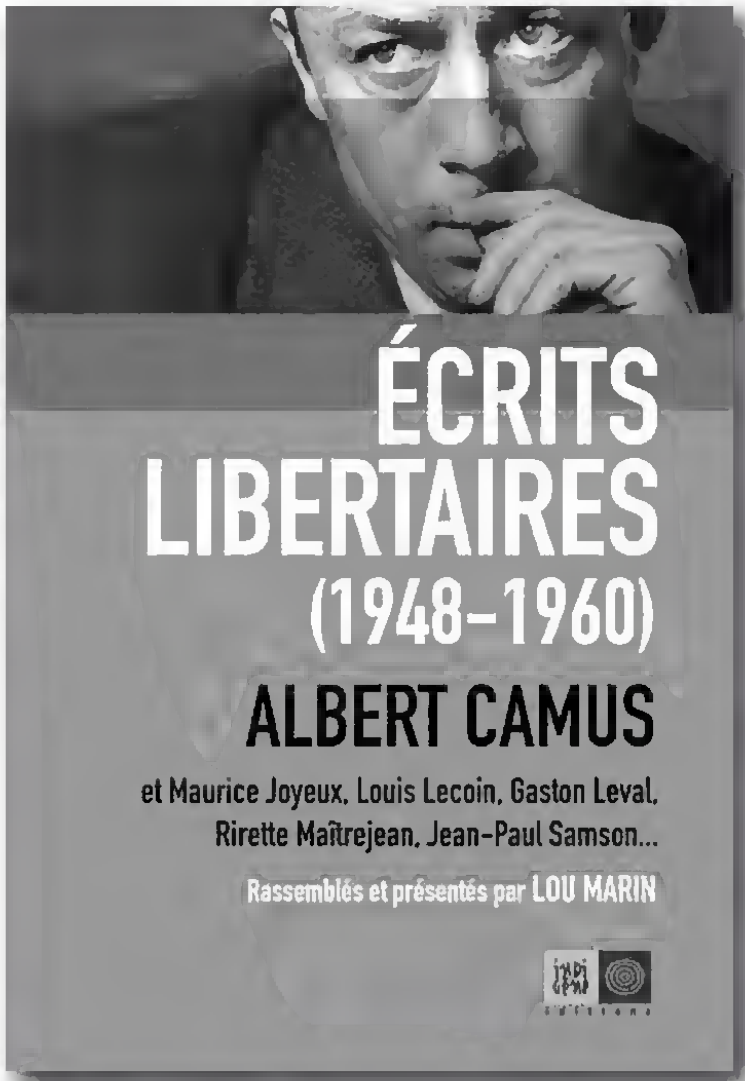
En ligne depuis novembre 2011, *GLOBALmagazine* (www.globalmagazine.info) est axé sur la géopolitique, la société, la culture, la lutte contre la censure et le politiquement correct. Le tout sur fond d'alerte écologique planétaire (sans catastrophisme), tout en gardant la distance et l'humour qui sied pour continuer à (bien) vivre. Aucune prétention à l'exhaustivité, ni à la couverture de l'information quotidienne. L'idée maîtresse est de sortir l'information de la dictature de l'instant, pour prendre le temps de réfléchir. Notamment à la nécessaire mutation de la société confrontée à une crise générale aux multiples facettes (économique, écologique, climatique, sociale, politique)... et *GLOBALmagazine* offre l'espace pour en rendre compte. On a lancé le concept de « slow-info ». Donc de l'enquête, des dossiers, de l'investigation, des mises en perspective. Nous pensons qu'en démocratie les journaux d'information ne sont pas faits pour distraire mais pour former des citoyens et les nourrir intellectuellement.

Le modèle économique se remarque par sa singularité dans le paysage médiatique français : il repose sur la création d'une Fondation européenne de l'information. Fondation alimentée par les abonnements, les dons défiscalisables, les legs. Le but est de disjoindre la production de l'information (faire des reportages, des enquêtes, des dossiers) de sa rentabilité immédiate : en d'autres termes, ne pas choisir l'information en fonction de ce qu'elle peut rapporter comme bénéfices mais en fonction de son

importance intrinsèque. Autre particularité de notre démarche, dans le cadre de cette fondation, nous lançons un abonnement définitif. Pour une somme modeste au regard du produit – 95 euros –, on accède sans limite au travail de l'équipe de journalistes. Cela permet de matérialiser la pérennité de l'espace que nous voulons créer.

GLOBALmagazine fonctionne avec un comité de veille, composé d'intellectuels internationaux, à géométrie variable. Le comité a un rôle de veille intellectuelle, d'alerte, de suggestion, et il a une entrée libre permanente au comité de rédaction. Pour le moment, il est composé de : Miguel Benasayag (psychanalyste, philosophe), Rony Brauman (médecin, fondation MSF), Geneviève Fraisse (philosophe), Véronique Nahoum-Grappe (anthropologue), Carlo Petrini (journaliste, fondateur de Slow Food), Jean-Claude Vernier (fondateur de *Libération*), Sophie Wahnich (historienne).

DISPONIBLE EN LIBRAIRIE



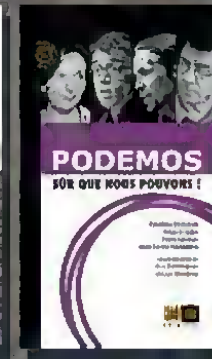
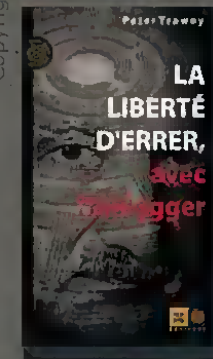
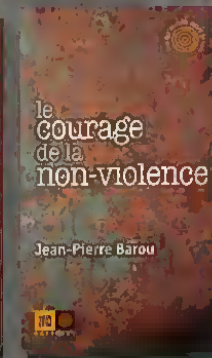
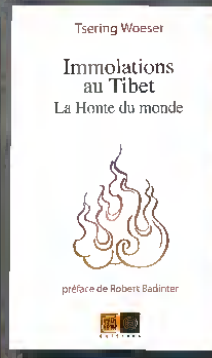
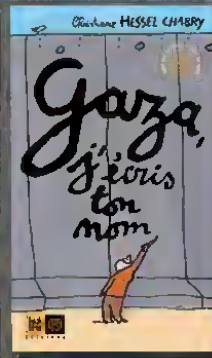
Sachez-le, en dépit de tout ce que les pouvoirs intellectuels infatués proclament : Camus est dans sa vérité première alors qu'il contribue à toutes les revues libertaires de son temps : *Défense de l'Homme*, *Le Libertaire*, *La Révolution prolétarienne*, *Témoins...* Il y fait ces aveux à propos de Bakounine, le père russe de l'anarchie : « Il est vivant en moi » ; de cette Espagne, dont est issue sa branche maternelle : « Je lui dois presque tout » ; de Gandhi, « Son importance n'est plus à dire » – en pleine guerre d'Algérie. Aux côtés des têtes pensantes de ces publications, Maurice Joyeux, Louis Lecoin, Gaston Leval, Rirette Maîtrejean, Jean-Paul Samson... – leurs interventions sont là, qui nourrissent les siennes – il dégage l'idée d'un « génie libertaire ». Et si Camus a jamais mérité ce jugement de la philosophe Hannah Arendt qui inaugura, avec sa dénonciation du totalitarisme, la pensée moderne et qui écrivait en 1952 : « Sans aucun doute le meilleur en France à l'heure actuelle. Il dépasse les autres intellectuels de la tête et des épaules », c'est avec cet ensemble, d'une rare éloquence !

Jean-Pierre Barou/Sylvie Crossman

14,00 €

Collection **Ceux qui marchent contre le vent** (sélection)

Collection dirigée par Sylvie Crossman et Jean-Pierre Barou
 Catalogue complet à consulter sur le site : www.indigene-editions.fr



Copyright © 2016 Indigène éditions